JACOBIN

11.07.2022 | Canada | Guerre et impérialisme / Histoire

Le Canada a un problème avec les monuments nazis

PAR
TAYLOR C.NOAKES

Bataillon nazi ukrainien Schutzmannschaft 201 avec Roman Shukhevych (assis, deuxième à gauche), 1942. Un monument à Edmonton, au Canada, commémore Shukhevych, responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes lors de campagnes génocidaires pendant la période de l'Holocauste.

Un journaliste d'Edmonton est le plus récent Canadien accusé d'avoir vandalisé un monument nazi. La façon dont le Canada est devenu le foyer de tant de monuments dédiés aux collaborateurs ukrainiens des nazis trouve ses racines dans certains chapitres sombres de l’histoire du pays.

Le 14 octobre 2022, le service de police d'Edmonton a porté plainte pour méfait d'une valeur de 5 000 $ contre le journaliste Duncan Kinney, affirmant qu'il avait peint à la bombe les mots « véritable nazi » sur un buste de Roman Shukhevych, un ultranationaliste ukrainien de la Seconde Guerre mondiale et collaborateur nazi. L'accusation concerne un incident survenu en août 2021 au cours duquel le monument, situé sur le terrain du complexe pour l'unité de la jeunesse ukrainienne à North Edmonton, a été vandalisé.

Kinney est un journaliste indépendant et le rédacteur et principal contributeur du Progress Report, un projet médiatique de Progress Alberta qui comprend un podcast hebdomadaire, un bulletin d'information et des reportages d'enquête réguliers. Kinney a rendu compte à plusieurs reprises ces dernières années du monument de Choukhevych, y compris des actes de vandalisme commis à son encontre.

Ce n'est pas la première fois que le monument de Choukhevych est vandalisé avec des graffitis soulignant que l'homme était un collaborateur des nazis : en décembre 2019, il était marqué des mots « racaille nazie ». Kinney a rapporté en 2020 que des représentants du Complexe d'unité de la jeunesse ukrainienne et de la branche d'Edmonton de la Ligue des Canadiens ukrainiens avaient contacté Progress Alberta pour indiquer leur conviction que la police d'Edmonton enquêtait sur l'incident comme un possible crime haineux, bien que cela n'ait pas été confirmé à l'époque.

Dans un communiqué publié le 31 octobre 2022, Kinney a expliqué avoir été arrêté par un agent de l'unité des crimes haineux et de l'extrémisme violent de la police d'Edmonton , accompagné de trois autres bureaux.

Le monument Choukhevych n'est pas le seul monument commémoratif rendu aux collaborateurs ukrainiens de la Seconde Guerre mondiale au Canada. Le monument est situé près d'un cénotaphe du cimetière St. Michael's d'Edmonton, dédié aux anciens combattants de la 14e division Waffen Grenadier des SS, également connue sous le nom de division Galicia, une division de volontaires composée de nationalistes ukrainiens. Ce monument a été vandalisé en 2021 avec les mots « Monument nazi de la 14e Waffen SS ». Des groupes juifs et polonais au Canada réclament le retrait des monuments depuis des décennies et, à la suite d'incidents récents, ont renouvelé leurs demandes.

Le problème des monuments ukrainiens du Canada dédiés aux nazis

Choukhevych était le chef de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), la branche armée de la faction Stepan Bandera de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN). Pendant la Seconde Guerre mondiale, Choukhevych commandait diverses unités militaires composées d'ultranationalistes ukrainiens servant dans l'armée allemande. Il était l'un des responsables d'une campagne génocidaire de nettoyage ethnique menée contre la population polonaise de Volhynie et de Galicie orientale, dans le but de créer une Ukraine ethniquement homogène. Le bilan des victimes de cette campagne est estimé entre soixante mille et cent mille.

Le consensus historique est que Choukhevych est responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes, dont des Polonais, des Juifs, des Biélorusses, des Russes et même d'autres Ukrainiens (en particulier des partisans communistes alliés à l'Armée rouge). En tant que collaborateur des nazis et dirigeant de l'UPA, Choukhevych était directement responsable de l'Holocauste en Ukraine. Selon l'historien Jean-Paul Himka, au cours de l'hiver 1943-1944, les forces de l'UPA de Choukhevytch ont attiré les Juifs ukrainiens de leurs refuges dans les forêts de l'ouest de l'Ukraine pour les assassiner.

Le cimetière ukrainien St. Volodymyr à Oakville, en Ontario, abrite un mémorial dédié à la 1re division ukrainienne de l'armée nationale ukrainienne. L'armée nationale ukrainienne a été créée par les nazis avec une partie du personnel ayant combattu avec la 14e division Waffen SS. Lorsque le monument d'Oakville a été dégradé avec les mots « Monument de guerre nazi »

en 2020, la police régionale de Halton a d’abord ouvert une enquête pour crime haineux. Le même cimetière possède également un monument distinct dédié à l'UPA.

Choukhevych figurait également – avec d'autres collaborateurs nazis, divers groupes fascistes et criminels de guerre – sur une liste de centaines de personnes qui étaient censées être commémorées au « Mémorial aux victimes du communisme », encore incomplet et d'une valeur de 7,5 millions de dollars, à Ottawa. La section d'Edmonton de la Ligue des Canadiens ukrainiens a acheté plusieurs « briques virtuelles » en hommage à Shukhevych dans le cadre d'une campagne « acheter une brique » destinée à aider à financer la construction du mémorial.

Des photos de Shukhevych et Stepan Bandera se trouvent dans les centres culturels et communautaires ukrainiens partout au Canada. Ils sont aujourd’hui considérés comme des héros parmi les ultranationalistes ukrainiens, tant en Ukraine que parmi la communauté de la diaspora ukrainienne. Choukhevych et Bandera figurent en bonne place dans les manifestations commémoratives, telles que les « Marches de la broderie » qui ont eu lieu à Lviv et à Kiev.

Les marches ont été condamnées par le président ukrainien Volodymyr Zelensky, en grande partie pour les manifestations manifestes de symboles nazis. La résurrection de Bandera et de Choukhevych, sous forme de monuments, de noms de lieux et de renommage de rues et de stades, a provoqué des crises diplomatiques entre l'Ukraine, la Pologne et Israël.

Éliminer les communistes avec les fascistes

La raison pour laquelle il y a eu autant de monuments dédiés aux collaborateurs ukrainiens des nazis au Canada trouve son origine dans certains chapitres sombres de l’histoire du Canada. Après la Russie, le Canada possède la deuxième plus grande communauté de diaspora ukrainienne au monde, avec environ 1,36 million de Canadiens se déclarant d'origine ukrainienne totale ou partielle, soit environ 4 pour cent de la population nationale. Les premières vagues d’immigration ukrainienne ont commencé dans la seconde moitié du XIXe siècle. Les Ukrainiens, parmi d’autres groupes ethniques d’Europe centrale et orientale, ont été incités à s’installer et à cultiver les prairies de l’ouest du Canada, qui avaient à l’époque été récemment débarrassées de leurs habitants autochtones par la force.

Comme c’est le cas de nombreuses communautés culturelles minoritaires qui tentaient de s’enraciner au Canada, particulièrement au tournant du XXe siècle, les Ukrainiens ont été victimes de discrimination et, par conséquent, ont formé des organisations fraternelles et bienveillantes. Certains de ces groupes ont évolué vers des organisations plus ouvertement socialistes, notamment le Parti social-démocrate ukrainien du Canada, qui a été dissous et dont la direction a été arrêtée par le gouvernement canadien en 1918.

Parce que les Ukrainiens étaient considérés par le gouvernement canadien comme faisant partie de l'Empire austro-hongrois au moment de la Première Guerre mondiale, environ huit mille Canadiens d'origine ukrainienne furent forcés de travailler comme esclaves et internés dans des camps de concentration. Dans certains cas, ce travail forcé s’est poursuivi jusqu’en 1920, près de deux ans après la fin de la guerre. Environ quatre-vingt mille Ukrainiens ont dû se faire enregistrer comme « étrangers ennemis » au cours de la même période. Bien que beaucoup aient été libérés sur parole vers 1916-1917, les Ukrainiens ont ensuite été de nouveau arrêtés après la Révolution russe, dans le cadre d'une peur rouge au Canada à l'époque.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Canada a reçu une autre vague d'immigration ukrainienne. Cette vague comprenait des personnes déplacées trouvées en Allemagne et dans les camps de prisonniers de guerre alliés à la fin du conflit. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, des rumeurs selon lesquelles des nazis de haut rang et des collaborateurs des nazis avaient trouvé refuge aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et en Australie ont commencé à circuler. Cela a suscité des enquêtes de la part des gouvernements respectifs.

En 1985, une commission d'enquête est convoquée par le premier ministre Brian Mulroney, dirigée par le juge Jules Deschênes. L'enquête a été lancée à la suite de la publication de None Is Too Many, un examen historique historique des politiques d'immigration antisémites du Canada. Ces politiques, toujours en vigueur même après la Seconde Guerre mondiale, ont empêché les Juifs européens d'immigrer au Canada (en partie à cause de craintes erronées selon lesquelles les Juifs pourraient amener le communisme au Canada). Les autorités canadiennes ont simultanément autorisé les collaborateurs nazis connus ou présumés à immigrer parce qu'ils pouvaient être considérés comme des « anticommunistes fiables ».

Lobbyistes ultranationalistes ukrainiens

La Commission Deschênes était sévèrement contrainte. Sa portée était limitée et il ne parvenait pas à consulter les archives soviétiques et d'Europe de l'Est – un échec largement dû à la pression des groupes de la diaspora d'Europe de l'Est, qui insistaient sans preuve sur le fait que toute documentation soviétique ou du bloc de l'Est ne serait pas fiable.

La commission a également supprimé et censuré d'autres preuves documentaires et n'a pas consulté les conclusions du procès de Nuremberg et d'autres précédents historiques. Le gouvernement Mulroney a également fait pression sur la commission apparemment indépendante pour qu'elle conclue rapidement, quelles que soient ses découvertes. En fin de compte, les conclusions de la commission — selon laquelle le nombre de criminels de guerre présumés au Canada avait été grandement exagéré — étaient douteuses.

L'enquête a suscité une animosité considérable entre la communauté juive du Canada et les communautés émigrées d'Europe de l'Est d'après-guerre. Ce dernier affirmait que les allégations selon lesquelles le Canada hébergerait des criminels de guerre ou des collaborateurs n'étaient rien d'autre que des tentatives soviétiques visant à déstabiliser la société canadienne. Des déclarations similaires ont été faites par des représentants de la communauté ukrainienne du Canada au cours des dernières années, alors que la question de ces monuments et les inquiétudes concernant le bilan en temps de guerre du grand-père maternel de la vice-première ministre Chrystia Freeland (qui a dirigé un journal pro-nazi) ont été soulevée par les responsables diplomatiques russes.

En mars 2022, Freeland a été photographiée tenant un foulard aux couleurs noir et rouge de l'UPA, qui était brodé du slogan « Slava Ukraini, Heroyam Slava » (Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros), leur slogan de guerre. L'image, ainsi que le slogan, sont apparus sur le compte Twitter de Freeland pour être supprimés peu de temps après. Lorsque la Presse canadienne a contacté le bureau de Freeland pour obtenir ses commentaires, elle a reçu une réponse du président du Congrès ukrainien canadien.

Selon le journaliste et chercheur Moss Robeson, les deux principales organisations ukrainiennes du Canada – le Congrès ukrainien canadien (UCC) et la Ligue des Canadiens ukrainiens – sont fortement influencées par les partisans et les admirateurs de Stepan Bandera. Comme le rapporte Robeson, l'ancien président de l'UCC, Paul Grod, « a demandé au Canada de reconnaître l'OUN et l'UPA comme des « combattants de la résistance désignés », proposant que les contribuables canadiens paient les pensions de leurs anciens combattants. En outre, il « a nié avec véhémence et catégorique toute implication nationaliste ukrainienne dans l'Holocauste ». Grod a siégé au conseil d'administration de Tribute to Liberty, qui a collecté des fonds et fait pression sur le gouvernement pour la construction du mémorial des victimes du communisme à Ottawa.

Finalement, des recherches supplémentaires menées par des groupes juifs canadiens ont déterminé que plus de deux mille membres de la division Galicia se sont installés au Canada après la guerre, à la demande du gouvernement britannique. À cela s'ajoutaient un millier de collaborateurs des États baltes qui avaient servi les SS à un titre similaire. Malgré les preuves, aucune mesure supplémentaire n'a été prise par le gouvernement canadien pour enquêter.

Quand la dégradation des monuments nazis est un «crime de haine»

Bien que le monument Shukhevych à Edmonton soit la propriété privée du Complexe d'unité de la jeunesse ukrainienne, le complexe a été partiellement financé, au début des années 1970, par le gouvernement de l'Alberta à hauteur de 75 000 $ en subvention. En 2020, le complexe a reçu une subvention de 35 000 $ du gouvernement fédéral pour un système de sécurité destiné à le protéger des « crimes haineux ». La plupart des autres candidats au programme de subventions comprenaient des mosquées et des synagogues.

Un porte-parole de Sécurité publique Canada a déclaré que le complexe avait « suffisamment démontré dans sa demande que sa communauté et le site du projet étaient à risque de crimes motivés par la haine pour être admissibles à un financement dans le cadre du programme ». Il n'a toutefois pas fourni plus de détails sur les crimes haineux dirigés contre la communauté ukrainienne d'Edmonton ou son centre de jeunesse.

La couverture médiatique de l'incident s'est largement concentrée sur la possibilité qu'un journaliste ait commis un acte de vandalisme pour ensuite en faire un reportage, et sur l'éventuelle violation de l'éthique qu'un tel acte présumé entraînerait. L’existence d’un monument dédié à un collaborateur nazi et criminel de guerre responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes n’était pas le sujet principal de la couverture médiatique. Kinney est un critique particulièrement virulent du service de police d'Edmonton, dans la mesure où celui-ci refuse de le reconnaître comme journaliste.

Tout le monde n’est pas préoccupé par cette prétendue violation de l’éthique : le Réseau canadien anti-haine a tweeté : « Duncan Kinney a été accusé d’avoir étiqueté avec précision une statue nazie et d’avoir été super cool. Nous ne savons pas si c'était lui. Si jamais nous découvrons qui a réellement fait ça, nous leur offrirons un déjeuner. Cette cascade était un service public incroyable.

CONTRIBUTEURS

Taylor C. Noakes est journaliste indépendante et historienne publique.